

Mise en service de 5 unités de production avant le 5 juillet

Inquiétudes autour de la pénurie de médicaments anticancéreux

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5673 - Lundi 27 juin 2022 - Prix : 10 DA

Elections de la FAF

Zefzaf et Serrar, seuls candidats

Page 1

Aïd el Adha/ L'Apocè revient sur le respect de la conservation et du stockage

Conseils pour éviter la réapparition de la «viande verte»

Page 3

Une cérémonie haute en couleur

Après la fête, place à la compétition



La cérémonie d'ouverture des Jeux méditerranéens a tenu toutes ses promesses samedi soir, montrant à la face du monde que l'Algérie, autant que les autres pays, était capable d'organiser ce genre de compétition internationale.

Page 15



Ph/D. R.

L'inquiétant recul des mathématiques au lycée

Moins de 3 % des élèves choisissent la filière

Page 2

«Dessine-moi un pays»

Un avant-goût du nouvel album de Souad Massi

Page 7

Mise en service de 5 unités de production avant le 5 juillet

Inquiétudes autour de la pénurie de médicaments anticancéreux

■ Le marché algérien des médicaments est souvent confronté à des problèmes de rupture de stock. Outre, le manque de certains d'entre eux, la pénurie peut, elle aussi, constituer un danger sur la santé des Algériens, notamment les malades du cancer.

Par Meriem Benchaouia

Que ce soit de la part de patients atteints de maladies chroniques ou passa-

Atelier national sur les enquêtes, poursuites et verdicts
L'Algérie accorde «une grande importance» à la prévention contre la traite des personnes

«L'Algérie accorde une grande importance à la prévention contre la traite des êtres humains», a affirmé, hier à Skikda, le président du Comité national de lutte et de prévention contre la traite des personnes, Abdelghani Merabet. «Sur le plan prévention, l'Algérie œuvre à la formation et à la sensibilisation des acteurs contre les dangers que représente ce phénomène», a indiqué M. Merabet à l'APS, en marge d'un atelier national sur les enquêtes, les poursuites et les verdicts en lien avec des affaires de traite de personnes, organisé durant deux jours à Skikda. L'intervenant a souligné que face à ce crime, les pouvoirs publics ont placé la prévention et la lutte contre toutes les formes de traite des personnes parmi leurs priorités, en mettant des mécanismes et des procédures de nature à protéger les victimes et garantir les droits de l'Homme.

Le même responsable a indiqué que le Comité national de lutte et de prévention contre la traite des personnes vient de terminer l'élaboration de l'avant-projet d'une loi globale sur la lutte contre la traite des personnes qui se trouve actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement, avant sa présentation aux deux chambres du Parlement. Il a également relevé que bien qu'aucune loi n'a été consacrée à ce phénomène par le passé, l'Algérie a ratifié toutes les chartes, conventions et accords à ce propos. Cet atelier national porte sur la formation des agents et des officiers de la Police judiciaire de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et le corps des magistrats des wilayas de Skikda, Mila et Jijel, aux modalités visant à faire face à ce phénomène, étant appelés à intervenir dans l'opération de lutte et de prévention contre la traite des êtres humains, est-il indiqué.

Khaled N.

gères, ou de la part des médecins ou des pharmaciens, la sonnette d'alarme retentit, toujours plus insistante. En effet, ces derniers jours plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer l'absence d'une bonne prise en charge médicale des cancéreux. La médecine avance à toute vitesse. Pour preuve, on sait aujourd'hui traiter le cancer avec des thérapies qui apportent des améliorations spectaculaires de l'état de santé des patients, qui prolongent ou assurent leur survie. Mais ces nouveaux protocoles coûtent cher, très cher, et notre système de santé a du mal à absorber les coûts. Résultat, certains traitements ne peuvent pas être prescrits alors qu'ils sont disponibles dans d'autres pays. Une véritable perte de chance pour nos cancéreux, déjà démunis face à cette pathologie grave. Même si les responsables se succèdent pour affirmer que la mise en œuvre du Plan national contre le cancer avance bien, les malades continuent de souffrir des complications de cette maladie et de l'absence d'une bonne prise en charge médicale. Afin de mieux appréhender ce phénomène de plus en plus fréquent, cinq unités de production de médicaments anticancéreux seront mises en service avant le 5 juillet prochain à l'échelle nationale, a indiqué à Constantine le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed. S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue à la fin de sa visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya de Constantine, le ministre a précisé qu'il s'agit de



PH/D. R.

trois unités réalisées à Alger, une unité dans la wilaya d'Oran et une autre dans la wilaya d'Oum El Bouaghi. Une fois mises en exploitation, ces nouvelles unités du secteur de la Santé permettront de garantir un meilleur approvisionnement du marché national et, partant, réduire la facture des importations dans ce domaine, a-t-il souligné. Ces usines de fabrication de médicaments destinés aux malades atteints de cancer, a déclaré le ministre, contribueront d'ici à 2024 à satisfaire les besoins du marché national en matière de traitement contre le cancer qui connaît actuellement certaines perturbations. La wilaya de

Constantine est devenue «un pôle important de production de l'industrie pharmaceutique», et est considérée comme «un véritable modèle de développement dans ce secteur», a relevé le ministre. Il a également insisté sur la nécessité de poursuivre l'action en vue de permettre aux entreprises pharmaceutiques de cette wilaya de renforcer leur place au niveau international, à travers l'ouverture de nouveaux horizons dans le domaine de l'exportation et de bénéficier des conventions internationales signées par l'Algérie en matière de différents échanges commerciaux. «L'exportation des médicaments et des produits

pharmaceutiques demeure un choix économique et non politique», a encore déclaré le ministre, soulignant que «l'industrie pharmaceutique doit devenir un levier de croissance pour le pays, en mesure de créer de nouvelles richesses». Plusieurs unités relevant du secteur, implantées dans diverses communes de la wilaya, ont fait l'objet d'une visite d'inspection par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, à l'instar des complexes pharmaceutiques «Hup-Pharma» et «UPC», et ce, en présence du wali, Messaoud Djari, et des autorités civiles et militaires.

M. B.

L'inquiétant recul des mathématiques au lycée

Moins de 3 % des élèves choisissent la filière

Les lycéens boudent les mathématiques. Tel est le constat établi par le ministre de l'Éducation nationale. Moins de 3 % des élèves choisissent cette filière indispensable, regrette-t-il. Depuis des années, les maths ne séduisent plus. Désintérêt inquiétant des élèves face à une matière mal enseignée. Trop compliquées pour beaucoup, les mathématiques n'attirent pas beaucoup de lycéens. Pourtant, c'est une science de base qui sert à développer d'autres matières. Cela veut dire qu'on ne peut nullement se passer de cette science.

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a fait état d'un «faible engouement» des lycéens pour les filières mathématiques et math-techniques dont le nombre d'élèves

se situe respectivement entre 2,68 % et 10 %, tout en se félicitant du succès des élèves dans ces deux filières avec mérite et excellence. Mais pourquoi les mathématiques sont considérées comme la bête noire des collégiens et lycéens ? Le principal handicap réside-t-il dans la façon d'enseigner cette matière ou au manque d'encadrement spécialisé en maths, qui ne répond plus aux besoins du secteur ? Ce constat est établi par les spécialistes qui contestent la méthode d'enseignement de cette science dans le pays. Ils soutiennent que le problème se trouve dans le système éducatif lui-même. Le principal handicap réside surtout dans la façon d'enseigner les mathématiques depuis l'école primaire où l'on devra faire aimer cette matière aux élèves. A cela s'ajou-

te la formation des enseignants qui fait défaut. Le secteur de l'Éducation semble être à la recherche de la bonne formule pour réhabiliter une discipline menacée. Les chiffres révélés font ressortir l'ampleur des défis à relever pour promouvoir cette matière, désormais une nécessité urgente au regard des évolutions que connaissent les domaines des technologies actuellement. Énormément de travail est à faire pour hisser les maths à hauteur de leur dimension actuelle.

A cet effet, le ministre a souligné la nécessité de revaloriser la place des mathématiques dans les trois phases d'enseignement pour suivre le rythme des évolutions technologiques dans le monde. «La promotion de l'enseignement des mathématiques et l'encouragement des élèves à

opter pour les filières mathématiques et math-techniques sont une nécessité dictée par les développements technologiques», a précisé le ministre dans une allocution prononcée lors de l'ouverture du premier séminaire national sur l'enseignement des mathématiques, organisé par l'Institut national de recherche en éducation (INRE). Le ministre a rappelé, dans ce cadre, la stratégie élaborée par son département ministériel pour relancer l'enseignement des mathématiques et encourager les enseignants à s'y orienter, appelant à démontrer les caractéristiques esthétiques et créatives des mathématiques à travers l'organisation de concours, l'activation des matières d'enseignement et la création de clubs des mathématiques.

Louisa A. R.

Aïd el Adha/ L'Apoce revient sur le respect de la conservation et du stockage

Conseils pour éviter la réapparition de la «viande verte»

■ *Durant l'Aïd el Adha des quatre dernières années, des taches vertes sont apparues sur la viande après l'abattage des moutons. Pour éviter la réapparition de ce phénomène, l'Organisation nationale pour la protection et l'orientation des consommateurs et de l'environnement précise ses causes et prodigue les conseils à suivre après l'abattage.*

Par Thinhinane Khouchi

L'Aïd el Adha approche à grand pas, et en raison de la canicule qui s'abat sur les différentes wilayas du pays, certains craignent la réapparition du phénomène de la «viande verte» après l'abattage des moutons. A ce propos, l'Organisation nationale pour la protection et l'orientation des consommateurs et de l'environnement a partagé une publication sur sa page Facebook, dans laquelle elle revient sur les causes et conseils à suivre pour éviter la «pourriture» de la viande. L'Organisation a indiqué qu'il existe trois principaux facteurs qui contrôlent le phénomène de pourriture de la viande (viande verte). Ce phénomène est du essentiellement au «non-respect des conditions d'hygiène, des conditions sani-

taires d'abattage, des conditions de conservation et de stockage». L'Apoce indique que pour éviter ce phénomène, il faut d'abord respecter les conditions d'hygiène, à travers «la propreté de la personne chargée du processus d'abattage et de préparation, la propreté du lieu, la propreté des moyens». Deuxièmement, il faut respecter les conditions sanitaires d'abattage. Il faut donc «laisser reposer l'animal au moins pendant les 48 heures précédant l'abattage et ne pas le transporter sur de longues distances car le stress et l'anxiété affectent négativement la qualité de la viande». L'Apoce propose également le «jeûne de l'animal», expliquant qu'«il ne faut pas proposer de nourriture 12 à 24 heures avant l'abattage, seule l'eau est autorisée». Elle ajoute que «le processus d'abattage doit être complet et qu'il est donc

recommandé d'utiliser une surface inclinée et de laisser suffisamment de temps pour que le sang sorte». Il faut également éviter de perforer l'estomac et les intestins de l'animal en les faisant sortir dans la cavité abdominale ou à la surface de la viande (car ils contiennent des bactéries qui pourrissent si elles se multiplient). Il faut bien nettoyer le cou (lieu d'abattage). Troisièmement, l'Apoce revient dans sa publication sur la nécessité de respecter les conditions de conservation et de stockage. «C'est le point le plus important, car l'erreur commune et fatale que commet la majorité des citoyens est de laisser sécher la carcasse à l'air libre et à des températures élevées pendant une période, même si elle semble courte. Mais d'un point de vue scientifique, il suffit que les germes se multiplient et



Ph/D. R.

la viande peut pourrir», précise l'organisation, ajoutant que «le comportement correct est de couper la carcasse immédiatement après l'abattage (une heure) en deux ou quatre moitiés, et la conserver au réfrigérateur jusqu'à ce qu'elle soit coupée dans les 24 heures suivantes». T. K.

La directrice régionale du commerce pour la région de Blida :

Le marché africain, «une perspective pour le produit national»

Le marché africain offre des perspectives d'exportation encourageantes pour le produit national, a soutenu, hier à Tizi-Ouzou, la directrice régionale du commerce pour la région de Blida, Samia Ababsa.

M^{me} Ababsa qui s'exprimait à l'ouverture du «Salon de la production nationale et perspectives d'exportation», a indiqué que «le marché africain est prometteur et exprime une forte demande du produit national, ce qui est encourageant pour les producteurs nationaux de nouer des échanges et des partenariats».

Elle a souligné que «l'encouragement

de l'exportation du produit national est aujourd'hui une nécessité inscrite dans la stratégie économique adoptée par les pouvoirs publics afin d'augmenter les recettes hors hydrocarbures».

Au mois d'avril dernier, a-t-elle rappelé, l'Algérie a exporté pour 2,2 milliards de dollars et table d'atteindre les 7 milliards d'ici la fin de l'année en «encourageant l'exportation de différents produits qui sont à même d'être concurrentiels sur le marché africain notamment».

La même responsable a également rappelé que les exportateurs «bénéficient de l'accompagnement de l'Etat qui

œuvre à lever toutes les contraintes qui pourraient être un frein à leur activité et aussi, à travers ce genre de rencontres, à faire connaître le produit national et à encourager les échanges entre producteurs».

A ce sujet, elle a indiqué que des rencontres sont périodiquement organisées entre les producteurs des différentes régions du pays pour favoriser les échanges et les partenariats entre eux, et partant, participer à faire connaître leur produit. Des rencontres qui participent également, a-t-elle ajouté, «à diminuer le recours à l'importation de cer-

taines matières premières qui sont produites localement, mais qui sont importées de l'étranger par d'autres producteurs». Pour sa part, le wali de Tizi-Ouzou, Djillali Doumi, a souligné «la percée de certaines entreprises créées dans le cadre des mécanismes d'aide à l'emploi mis en place par l'Etat et dont le produit a atteint un taux d'intégration appréciable».

Quelque 53 producteurs de différents secteurs sur les 874 que compte la wilaya ont pris part à ce salon qui s'étale jusqu'au 29 juin.

Ghani Y.

Ecole des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire de Koléa

Sortie de deux promotions d'officiers et d'agents de rééducation

La cérémonie de sortie de deux promotions d'officiers et d'agents de rééducation a été organisée, hier à l'Ecole nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire de Koléa (W. Tipasa), sous la présidence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, en présence de membres du gouvernement.

Il s'agit de la 27^e promotion d'officiers de rééducation, composée de 100 officiers, dont 90 ayant bénéficié du dispositif d'insertion professionnelle, et baptisée du nom du défunt Lounissi Rabie, ancien cadre de l'établissement, décédé en juillet 2021 du Covid-19.

La deuxième promotion est composée de 336 agents de rééducation, dont 227 ont égale-

ment bénéficié du dispositif d'insertion professionnelle, et baptisée du nom de Mahi Mohamed, martyr du devoir, assassiné par des terroristes durant la décennie noire.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le directeur de l'Ecole, Hadjar Mohand Ouali, a affirmé que les deux promotions ont bénéficié d'une formation d'une durée de 12 mois, ponctuée par des cycles de formation pratiques les habilitant à accomplir leurs missions avec professionnalisme en contribuant à la réalisation de programmes de rééducation et de réinsertion des prisonniers.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a procédé avec la délégation gouvernementale participant à cette céré-

monie et composée des ministres des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmehdi, de la Formation et de l'enseignement professionnels, Yacine Merabi, de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, Kaouter Krikou, de l'Agriculture et du développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, et de la Déléguée nationale pour la protection et la promotion de l'enfance, Meriem Cherfi, du commandant de la Gendarmerie nationale, le général Yahia Ali Oulhadj, du wali de Tipasa, Abou Bakr Seddik Bousetta, à la remise des grades et des diplômes aux lauréats.

Les familles des défunts dont les deux promotions portent le nom ont également été hono-

rées lors de cette cérémonie.

Des spectacles sportifs, artistiques et des scènes virtuelles de combat et de manipulation d'armes ont été présentés.

Le directeur a affirmé que les deux promotions ont reçu une formation de haut niveau, permettant aux officiers et aux agents de concrétiser les programmes de rééducation et d'insertion sociale des détenus avec professionnalisme.

Il a précisé que l'école a acquis une riche expérience dans le domaine de la formation depuis son ouverture en 2015, ce qui constitue une «évolution remarquable» consacrée par la coopération internationale, soulignant que l'établissement a conclu plusieurs accords de partenariat et de coopération

avec des organismes étrangers et internationaux, à l'instar de l'Association internationale de réforme pénale et l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime à travers le projet de soutien au développement des prisons en Libye.

Il a évoqué l'organisation, en partenariat avec l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de sessions de formation au profit des cadres et officiers de la police judiciaire et des directeurs de prison de l'Etat libyen, outre l'organisation d'une session de formation au profit des cadres libyens chargés de la gestion des femmes détenues.

Salah N.

Assurances sociales à Béjaïa

Les bénéficiaires de l'allocation chômage invités à récupérer leurs cartes

■ Une campagne d'information est menée depuis quelques semaines par la Caisse nationale d'assurance sociale (Cnas) pour la remise des cartes Chifa aux bénéficiaires de l'allocation chômage récemment affiliés.



Par H. Cherfa

Il s'agit de sensibiliser ces derniers à se rapprocher des guichets des agences Cnas pour récupérer leurs cartes déjà prêtes et non encore récupérées, ou pour compléter leurs dossiers d'inscription pour ceux affiliés mais inscrits provisoirement, ou encore s'inscrire rapidement sur la plateforme numérique de la Cnas Elhanaa pour ceux qui n'ont effectué aucune démarche. « Cette campagne d'information et de sensibilisation est organisée au profit des bénéficiaires de l'allocation chômage pour l'obtention et la remise des cartes Chifa à cette catégorie d'assurés sociaux, conformément au décret exécutif n° 22-70 du 10 février 2022 », a indiqué récemment la cellule de communication de la Cnas de

Béjaïa dans son communiqué de presse. Cette agence compte déjà 19 470 affiliés sociaux dans le cadre de l'allocation chômage octroyée aux jeunes sans emploi de la wilaya de Béjaïa, dont 5 339 détenteurs de cartes Chifa. Afin de récupérer ces cartes nouvellement établies, les nouveaux assurés sociaux sont invités à déposer leurs dossiers de carte Chifa auprès des structures d'affiliation les plus proches du lieu de leur résidence. Ces dossiers comprennent une copie de la CNI et photo biométrique, ou demander la carte Chifa en ligne via l'espace Elhanaa. Pour rappel, sur les 28 753 demandes d'allocation chômage déposées auprès des services concernés, 23 120 dossiers ont été validés jusqu'à fin mai.

H. C.

Algérie/OMT

Lamamra reçoit le secrétaire général de l'OMT

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a reçu, samedi soir à Oran, le secrétaire général de l'Organisation mondiale du Tourisme, Zurab Pololikashvili, qui effectue une visite de travail en Algérie du 23 au 26 juin courant.

« La rencontre a permis de passer en revue les relations de coopération entre l'Algérie et

l'OMT ainsi que les perspectives de les renforcer davantage, notamment à travers l'appui technique que peut fournir cette organisation pour le développement du tourisme et la promotion de la destination Algérie au niveau international », a précisé un communiqué du ministère. Et d'ajou-

ter : « Les deux parties ont évoqué les moyens de consolidation du partenariat avec l'OMT dans l'objectif de promouvoir l'investissement touristique en Algérie, étant un élément clé dans la diversification de l'économie nationale ». Le chef de la diplomatie algérienne a affirmé, à l'oc-

casion, que « les JM d'Oran sont une opportunité pour mettre en exergue les atouts touristiques importants de l'Algérie », soulignant « le rôle de ces manifestations qui nouent les liens entre les pays et les peuples au double plan régional et international ».

Pour sa part, Zurab

Pololikashvili qui a assisté la cérémonie d'ouverture des Jeux méditerranéens, a mis en avant « le rôle pivot et positif de l'Algérie au sein de l'OMT en sa qualité de membre du Conseil exécutif », a conclu le communiqué.

Maya H.

Trafic automobile à Mostaganem

L'unique boulevard périphérique embouteillé

A l'approche de la saison estivale, la ville de Mostaganem arrive à tripler son parc automobile. Chaque été, le trafic automobile devient un casse-tête vu le nombre de bouchons causés çà et là sur le tissu urbain à long-ueur de journée. Une situation infernale qui souvent incommodent et pour laquelle des mesures optionnelles sont prises par les services de sécurité. Le nombre d'estivants qui déferlent sur le chef-lieu de wilaya est impressionnant. La grande majorité des visiteurs qui choisissent Mostaganem viennent avec leurs véhicules. Par conséquent, la circulation devient impossible et la situation est aggravée par la chaleur de la saison. Au centre-ville,

il est souvent impossible de transiter pour se rendre à tel ou tel endroit. L'unique solution reste celle d'emprunter le boulevard circulaire. Le seul boulevard périphérique qui à son tour est une tracasserie pour les automobilistes qui essaient d'éviter les voies intra-muros. Cependant, il convient de signaler que cette double voie circulaire qui ceinture la capitale de la wilaya fut conçue vers la fin des années quatre vingt dix pour un parc automobile très restreint. A cette époque-là, Mostaganem n'avait pas le standing actuel, la ville était assez ordinaire et son tourisme sous-développé. Aujourd'hui, le boulevard périphérique s'avère insuffisant au vu du rang que

Mostaganem occupe. Une ville méridionale, devenue une attraction touristique nationale incontournable. La nouvelle pénétrente, la gare maritime, le parc hôtelier, le parc d'attractions « Mostaland », le tramway et le grand potentiel touristique naturel drainent des visiteurs par milliers. Les différents plans de circulation qui se sont succédés sont passés à côté du sujet du désengorgement du trafic routier. Cette unique ceinture périphérique sert à tous ceux qui transitent par la wilaya, mais aussi aux déplacements vers les autres zones de la ville. A titre illustratif, celui qui va de Ain Témouchent vers Alger, se retrouve avec celui qui va de la cité du 5-Juillet vers Hai Salam

Kharrouba sur le même trajet. Le camionnage provenant de l'Est, sortant de la pénétrente pour aller vers l'ouest, passe forcément par l'unique périphérique et c'est le chaos. On décèle des points noirs tout le long de la ceinture, principalement en fin de journée lors du retour des plages de l'Est de Mostaganem. Sur cette voie, l'entrée du port est collapsée le jour de l'arrivée par bateau des voyageurs. Aujourd'hui, un second périphérique est nécessaire si l'on veut régler une partie du désagrément causé par les embouteillages, mais surtout si l'on veut adapter la capitale de la wilaya à ses ambitions touristiques

Lotfi Abdelmadjid

Route transsaharienne 73^e session du CLRT à Alger

L'Algérie abrite aujourd'hui et demain les travaux de la 73^e session du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT) au niveau des ministres, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère des Travaux publics. « Dans le but d'ériger la route transsaharienne en corridor économique, l'Algérie abritera les 27 et 28 juin les travaux de la 73^e session du CLRT au niveau des ministres », ajoute le communiqué. Cette 73^e session, dont l'ouverture sera présidée par le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri, verra la participation de ministres des pays concernés par cette route stratégique, à savoir la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Tchad, ainsi que des institutions financières nationales et internationales, en présence des ambassadeurs des pays membres, conclut le document.

R. N.

Marine/Coopération

Le voilier-école italien «Palinora A 5311» accoste au port d'Oran

Le voilier-école italien «Palinora A 5311» a accosté, samedi au port d'Oran, pour une escale de deux jours, dans le cadre de la coopération militaire algéro-italienne.

Le navire a été reçu par le commandant air de la 2^e Région militaire, le général-major

Douaïssa Abdelkrim, au nom du général-major, le commandant de la deuxième RM, le chef d'Etat-major de la 2^e RM, le général Bouhama Nassir, et le commandant de la façade maritime ouest, le général Benayad Abdelhak. A bord de ce navire, en plus de son équipage sous le

commandement du capitaine Francesco Rima, se trouvaient des marins stagiaires qui ont pris la mer à bord de ce navire dans le cadre d'une formation à la voile.

Une délégation italienne conduite par la ministre de l'Intérieur, Lamorgese Luciana, la

secrétaire d'Etat au Conseil des ministres chargée des sports, Maria Valentina Vezzali et l'ambassadeur adjoint d'Italie en Algérie, Antonio Politi, a également rendu une visite de courtoisie à l'équipage du navire et aux étudiants stagiaires.

R. A.

Les banques centrales doivent assurer le retour à une inflation faible et stable

■ La banque des règlements internationaux (BRI) a appelé, hier, les banques centrales à «agir de manière décisive» et «sans tarder» pour assurer le retour à une inflation faible et stable, tout en limitant l'impact sur la croissance.



Par Farid L.

Dans son rapport annuel, l'institution basée à Bâle, en Suisse, estime que la priorité des banques centrales doit être de ne pas laisser l'inflation s'enraciner alors que «le risque de stagflation plane au-dessus de l'économie mondiale». «Assurément, il serait préférable d'avoir un atterrissage en douceur», a soupesé Agustin Carstens, son directeur général, et ancien gouverneur de la banque centrale du Mexique, lors d'une conférence de presse à l'occasion de la publication de ce rapport.

«Mais même si ça n'est pas le cas, la priorité doit être de combattre l'inflation», a ajouté le

directeur de cette institution considérée comme la banque centrale des banques centrales, afin d'empêcher l'économie mondiale de s'installer «dans un régime d'inflation élevée».

Après le choc de la pandémie, les banques centrales avaient d'abord considéré le retour de l'inflation comme transitoire lorsque l'économie avait redémarré.

Mais la hausse des prix a nettement accéléré en 2022, les amenant à donner un brusque tour de vis sur leurs taux directeurs. Si la Banque centrale européenne prévoit de relever ses taux en juillet, puis septembre, la Réserve fédérale américaine a procédé la semaine dernière à sa plus forte hausse de taux depuis 1994.

Mercredi, son président, Jerome Powell, a reconnu qu'une récession était «certainement une possibilité», même si cela n'est «pas du tout l'effet recherché», a-t-il précisé, déclenchant de vifs soubresauts sur les marchés financiers.

Le défi le plus urgent pour les banques centrales est donc de ramener l'inflation à un faible niveau, selon la BRI.

Les situations d'inflation élevée tendent à s'auto-renforcer, avertit la BRI, notamment lorsque s'enclenche une spirale sur les salaires pour tenter de compenser la hausse des prix, alimentant à leur tour l'inflation. «Si l'inflation s'installe durablement, les coûts pour reprendre le contrôle seront plus élevés», a prévenu M. Carstens. Selon lui, «les avantages à plus long terme d'une préservation de la stabilité pour les ménages et les entreprises dépassent tous les coûts à court terme».

F. L.

Pétrole

La France souhaiterait que les pays producteurs fixent un «prix maximum»

La France est favorable à la fixation d'un «prix maximum du pétrole au niveau des pays producteurs», afin de contrer l'envolée des prix provoquée par la guerre en Ukraine, a déclaré, hier, la Présidence française en marge du Sommet du G7 en Allemagne. «Paris n'est pas opposé par principe à la proposition américaine de plafonne-

ment des prix, mais ce qui serait pour nous beaucoup plus puissant c'est qu'on mette un prix maximum au pétrole qui vienne de tous les pays producteurs», a souligné l'Elysée. «C'est ce qu'il faut qu'on réengage dans la discussion avec Opep+, et avec tous les producteurs de pétrole au monde», a ajouté la Présidence française. Cette pro-

position est distincte de la mesure suggérée par les Etats-Unis d'un plafonnement des prix du pétrole qui serait décidée dans les pays consommateurs. Cette seconde idée sera discutée par les dirigeants du G7 réunis jusqu'à demain dans le sud de l'Allemagne mais plusieurs capitales, dont Berlin, ont relevé qu'il s'agissait d'une mesure com-

plexe à mettre en œuvre. «Ce qu'on doit faire au G7, c'est plutôt d'essayer d'avoir un «price cap» (plafonnement) sur le pétrole, et à mes yeux le gaz aussi, pour éviter d'avoir des conséquences trop importantes des sanctions et de la situation économique mondiale», a indiqué une source au sein de la Présidence française.

Salem K.

Espagne

Neuf milliards d'euros d'aides pour faire face à l'inflation

Le gouvernement espagnol a annoncé un nouveau plan d'aides directes d'un montant de neuf milliards d'euros pour faire face à la hausse de l'inflation dans le pays. Présentant ces mesures lors d'une conférence de presse à Madrid, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a précisé qu'ajoutées à un premier train de mesures de six milliards d'euros prises en mars, ces aides directes représenteraient jusqu'à la fin de l'année un total de 15 milliards d'euros, soit «plus d'un

point du PIB de notre pays». Le gouvernement de gauche a proposé pour une période supplémentaire de six mois, jusqu'au 31 décembre, les mesures adoptées fin mars pour trois mois et dont l'application devait prendre fin le 30 juin. Parmi ces mesures figure notamment une réduction de 20 centimes par litre du prix des carburants. Mais le gouvernement a également décidé «une aide directe de 200 euros» aux travailleurs indépendants et aux chômeurs, ainsi qu'une nouvelle baisse de la TVA

sur l'électricité – la seconde en moins d'un an – de 10 % à 5 %, mesure que M. Sanchez avait déjà dévoilée mercredi devant le Congrès des députés. L'exécutif a également décidé une hausse de 15 % des retraites et des pensions d'invalidité. L'inflation est répartie à la hausse en Espagne en mai pour atteindre 8,7 % sur un an, soit 0,4 point de plus qu'en avril, selon une première estimation de l'Institut national de la statistique (INE). «Avec les mesures que nous avons adoptées il y a trois mois et celles que

nous avons adoptées aujourd'hui, le gouvernement estime que nous allons freiner de 3 points et demi la hausse des prix», a déclaré M. Sanchez. Parmi les autres mesures adoptées samedi, le Chef du gouvernement a également mis en avant la réduction de 50 % du coût des abonnements mensuels pour l'utilisation des transports publics dépendant de l'Etat et de 30 % dans le cas des transports relevant des régions et des collectivités locales.

N. T.

Grèce

Un ménage sur deux a du mal à couvrir ses besoins en énergie

La moitié des ménages grecs ont eu du mal à couvrir leurs besoins en énergie ces derniers mois, selon les résultats d'une enquête publiée samedi. L'enquête réalisée par Kapa Research en mai pour l'Institut Nicos Poulantzas, un groupe de réflexion basé à Athènes, montre que 62 % des ménages ne parviennent pas à

chauffer correctement leur maison en hiver et 51 % à la rafraîchir en été. Par ailleurs, 36 % des personnes interrogées ont dit avoir réduit leurs dépenses en nourriture et en vêtements pour pouvoir payer les factures d'énergie, tandis que trois ménages sur dix sont en retard dans le paiement de leurs factures de services publics. Dans

le contexte de la crise énergétique internationale, les citoyens grecs sont confrontés à d'énormes augmentations des coûts de l'énergie ces derniers temps.

Selon les dernières données publiées par l'autorité statistique grecque (ELSTAT) pour le mois de mai de cette année, les prix du gaz naturel ont augmenté de

172,7 % par rapport à 2021, ceux de l'électricité de 80,2 % et ceux du fioul domestique de 65,1 %. L'inflation record fait baisser les revenus disponibles des Grecs. Le taux d'inflation annuel de la Grèce a bondi à 11,3 % en mai 2022, soit la plus forte hausse enregistrée dans le pays depuis 29 ans, a indiqué ELSTAT il y a quelques jours.

Agences

Madagascar Le pays s'attend à une croissance économique de 4,3 % en 2022

Madagascar devrait connaître une croissance économique de 4,3 % en 2022, selon le projet de loi des finances rectificatives 2022, présenté aux députés et adopté vendredi. Cette performance économique devrait être soutenue par une croissance de 3,8 % au niveau du secteur primaire, de 8,7 % pour le secteur secondaire, et de 3,8 % dans le secteur tertiaire, précise le document. La croissance économique devrait se situer autour de 4,3 % en 2021, soit 0,8 point de pourcentage au-dessus de la prévision initiale.

L'inflation à Madagascar a atteint 6,2 % fin décembre 2021 en glissement annuel, pour une moyenne de 5,8 % au cours de l'année, selon la même source. Le MEF attribue cette hausse de l'inflation à la relance économique à Madagascar et dans les pays développés qui ont mis en œuvre des plans de relance massifs. A cela s'ajoutent les tensions sur la logistique internationale.

La crise a entraîné une flambée du cours du pétrole, des matières premières et des produits alimentaires, notamment le blé, explique le document. Après l'adoption du Parlement, le projet de loi de finances rectificatif sera soumis à la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) avant d'être promulgué par le président de la République et entrer en vigueur.

R. E.

Batna

La commune de Manaâ accueille la fête de l'abricot

■ La commune de Manaâ, distante de 87 km au sud de la ville de Batna, a accueilli pour la première fois la fête de l'abricot.

Par Ali O.

Initiée par la commune et la daïra de Manaâ, en coordination avec les Directions des services agricoles et du tourisme, ainsi que la Chambre d'agriculture, cette manifestation a regroupé plus de 60 producteurs de toute la wilaya, notamment des localités d'Ouled Si Slimane, N'gaous, Ras El Ayoun et Ain Touta, qui constituent les pôles de cette arboriculture fruitière. Une vaste exposition de diverses variétés d'abricot de la wilaya, dont le célèbre «rosé» cultivé dans la région de Manaâ et les produits dérivés de ce fruit, comme les jus et les confitures, a été tenue sur la place attenante au siège de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité. En dépit d'une température dépassant les 40 degrés dans cette localité mitoyenne du Sahara, l'initiative a attiré un grand nombre de visiteurs. Selon le président de l'APC de Manaâ, Rabah Haddad, la manifestation a constitué une opportunité pour faire connaître le potentiel agricole de cette localité et ses atouts touristiques, dont son village érigé il y a plus de 10 siècles. Traditionnellement tenue à N'gaous, cette fête a été tenue cette année à Manaâ et sera chaque année organisée dans une localité connue pour sa spécialisation dans cette culture, dans

un souci de promouvoir ce fruit, a indiqué le directeur des services agricoles, Mohamed Ali Mouadaâ. Les prévisions des services du secteur prévoient cette année une récolte d'environ 524 000 quintaux d'abricot, soit une hausse de 36 % comparativement à la saison précédente, a ajouté la même source. Tous les moyens ont été mobilisés pour le succès de la campagne de récolte menée sur les 4 147 ha de vergers productifs (950 000 arbres plantés) sur un total de 4 276 ha plantés d'abricotiers (plus de 980 000), a-t-il ajouté. Les opérateurs présents ont salué la tenue de cette fête après plusieurs années d'éclipse, estimant que c'est une opportunité de promouvoir cette culture et des rencontres entre producteurs, opérateurs du domaine de la transformation et les services agricoles pour booster davantage la filière.

A. O.



Blida

Une dizaine de circuits touristiques proposés aux visiteurs

Une dizaine de circuits touristiques sont proposés par la Direction du tourisme et de l'artisanat de Blida aux touristes et visiteurs de la wilaya, dans le cadre du portail électronique mis en place par le ministère de tutelle pour promouvoir la destination Algérie, a-t-on appris auprès des responsables du secteur. «Nous avons introduit 10 circuits touristiques au sein de ce portail électronique, lancé officiellement vendredi par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, sous le nom "Circuits touristiques en Algérie"», a souligné le directeur du tourisme, Abdelouahab Memmou, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du tourisme (25 juin). Ces circuits touristiques sont représentés par le Parc national de

Chréa, les gorges de la Chiffa, les cascades de Kerrache, Hammam Melouane, Sidi Salem, la forêt noire, la forêt Tazarine à Bouguerra, le centre-ville de Blida, Dar Aziza et le tombeau de Sidi Lekbir, a-t-il détaillé. Le responsable a également fait part d'une réflexion en cours pour l'enrichissement de ces circuits, à l'avenir, avec notamment la proposition d'autres circuits forestiers et de montagne, en coordination avec la Conservation des forêts, parallèlement à des circuits culturels, grâce à une collaboration avec les artistes de la wilaya (Maison de l'artiste), outre des circuits communs avec des wilayas voisines, dont Médéa, Alger et Tipasa. M. Memmou a lancé, à ce titre, un appel à tous les acteurs du secteur touristique,

entre agences de tourisme, hôteliers et artisans, à s'impliquer fortement dans cette démarche pour assurer sa réussite et faire de la wilaya un pôle touristique par excellence. Pour sa part, la conservatrice des forêts de la wilaya, Dalila Bennani, s'est engagée à coordonner son action avec divers secteurs, pour mener à bien cette entreprise, tout en sensibilisant sur l'importance de protéger les zones montagneuses du danger des incendies, qui sont légion en saison estivale, à cause surtout de la négligence des touristes, selon elle. De nombreux acteurs des secteurs touristique et artisanal ont pris part à cette rencontre, ayant donné lieu à la présentation de ces circuits touristiques, leur distance et les sites, monuments, paysages et activi-

tés englobés par eux. La manifestation a été également marquée par l'organisation d'une exposition mettant en exergue les produits de l'artisanat local, qui a attiré de nombreux visiteurs et professionnels du secteur touristique, qui n'ont pas manqué de louer les efforts fournis par les artisans pour promouvoir le secteur. Des hôteliers ont proposé, à l'occasion, de réserver des espaces au niveau de leurs établissements pour l'exposition de produits artisanaux, en guise de contribution, de leur part, pour la promotion de cet art traditionnel auprès de leurs clients, issus de l'intérieur et de l'extérieur du pays. La proposition a été très bien accueillie par les artisans qui ont soulevé le problème de commercialisation de leurs produits. Amar Gh.

Tiaret

Trois nouveaux tribunaux bientôt équipés

L'équipement de trois nouveaux tribunaux de la wilaya de Tiaret, dont les travaux ont été achevés récemment, se fera très prochainement, a-t-on appris du directeur des équipements publics, Beslama Omar. Les trois tribunaux réalisés à Frenda, Sougueur et Ksar Chellala sont construits suivant un mode architectural uniforme, sur une superficie de 5 000 mètres carrés chacun. Une enveloppe financière de 3,3 milliards DA (1,1 milliard DA pour chaque tribunal) a été consacrée à leur réalisation suivant des caractéristiques requises, notamment pour ce qui est de l'amélioration des conditions de travail des travailleurs du secteur et des prestations au profit des justiciables et des citoyens. Outre l'aspect architectural externe, ces structures sont dotées de systèmes modernes dont le raccordement à intranet et vidéosurveillance et aux réseaux de gaz et d'électricité, d'AEP et de téléphone, a ajouté M. Beslama. Chaque tribunal est doté de salles d'audience, de bureaux et de guichets destinés à faciliter l'accueil des citoyens. R. R.

Nouveau complexe olympique d'Oran

Deux terrains répliques bientôt réceptionnés

Les deux terrains répliques de football en cours de réalisation au niveau du nouveau complexe olympique «Miloud-Hadefi» d'Oran devront être livrés «dans un mois», a-t-on appris, hier, auprès de l'entreprise chargée des travaux.

Le premier responsable de l'entreprise en question, Farid Bousaâd, a fait savoir, dans une déclaration à l'APS, que les travaux dans les deux chantiers «avancent bien», tout en s'engageant à les livrer dans un délai

ne dépassant pas un mois. Il a, en outre, souligné que l'un des deux terrains en question sera doté d'une pelouse en gazon naturel, alors que l'autre sera revêtu d'une pelouse synthétique de dernière génération.

Parallèlement à ces opérations, les travaux de réalisation d'une gazonnière au niveau du même lieu viennent d'être lancés en procédant au terrassement de l'assiette réservée pour ce projet, le premier du genre dans les stades africains, selon Farid

Bousaâd. Ce responsable, dont l'entreprise a réalisé la pelouse «hybride» du stade de 40 000 places du même complexe olympique d'Oran, ainsi que celle du stade d'athlétisme relevant de cette infrastructure, a précisé que ladite gazonnière permettra de reprendre la pelouse en une semaine avec la technique de déplacement et replacage du gazon.

Pour rappel, la réalisation des deux terrains répliques concernés s'inscrit dans le cadre des

préparatifs du pays pour accueillir la prochaine édition du Championnat d'Afrique des joueurs locaux (CHAN) en janvier prochain.

Le nouveau stade d'Oran est retenu parmi trois autres (5-Juillet à Alger, 19-Mai-1956 à Annaba et Chadid Hamlaoui à Constantine) pour abriter les rencontres de cette épreuve footballistique continentale que l'Algérie accueille pour la première fois, rappelle-t-on.

Mahi Y.

«Dessine-moi un pays»

Un avant-goût du nouvel album de Souad Massi

■ Avant la sortie de son dixième album «Sequana», prévue le 14 octobre prochain, la chanteuse Souad Massi nous donne un avant-goût de cet opus, à travers un premier extrait sous le titre «Dessine-moi un pays».



Par Abla Selles

Sorti vendredi sur la chaîne YouTube de l'artiste et les plateformes numériques de musique, cet extrait illustré par Anne Maitrejean et chanté en dialecte algérien, se veut un retour à la source, un hommage

aux ancêtres, un nombre de rêves et de souhaits porteurs de paix, de beauté et d'une vie meilleure.

«Dessine-moi un pays» est un extrait écrit par Souad Massi, sous-titré en français et en anglais dans les paramètres de la vidéo. Cet extrait a été très bien accueilli par les fans qui ont

partagé un grand nombre de messages d'encouragements et de félicitations. «Souad Massi depuis toujours, cette fusion entre classe et simplicité qui ne peut donner que de jolies choses à explorer... Un régal à dévorer avec douceur...»

Toujours l'art et la manière de faire des chansons engagées de

qualité...», écrit Zakia Gaouaou. «On attend avec impatience. J'espère tellement que tu programmes un concert ici en Algérie», écrit un autre.

Il est à noter que «Dessine-moi un pays» est des titres d'un album de onze chansons, dont neuf écrites et composées par Souad Massi. Dans cet opus, l'artiste a tenté de saisir le passage du temps et l'essentiel, ce que nous devons préserver et transmettre. «Mon album tourne autour des rapports humains, du mal-être des adolescents d'aujourd'hui, de la perte de repères aux dangers des régimes totalitaires qui poussent les peuples à quitter leur pays», explique la chanteuse.

Depuis ses débuts dans les années 90, la chanteuse et guitariste algérienne Souad Massi a fait rayonner sa poésie chaâbi-folk militante dans un univers sonore multiculturel en perpétuelle évolution. Épaulée par Justin Adams (Rachid Taha,

Tinariwen, Robert Plant) à la production, accompagnée ici et là par le songwriter folk Piers Faccini ou la flûtiste syrienne Naïssam Jalal, l'artiste chante en arabe et en français sur une diversité de styles musicaux inusités, distillés avec délicatesse, au fil de l'inspiration, rock, folk, calypso, bossa, reggae, sons d'Orient ou du désert algérien.

A. S.

Salle de cinéma Cheikh Hamada à Mostaganem

Quarante films programmés

Une quarantaine de films de production nationale seront projetés dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, samedi, de la direction locale de la culture et des arts. Ces films seront projetés à la salle de cinéma «Cheikh Hamada», au centre-ville de Mostaganem, dans le cadre des festivités du 60^e anniversaire de la double fête de l'Indépendance et de la Jeunesse et la tenue à Oran de la manifestation sportive méditerranéenne.

Trois séances quotidiennes sont programmées à 15h, 18h et 21h. Les films à projeter sont, entre autres, «Loffi», «Krim Belkacem» et «Les sept citadelles de la Kalaa» d'Ahmed Rachedi, «Harraga Blues», «Les vacances de l'inspecteur Tahar» du défunt Moussa Haddad, «Le puits» de Lotfi Bouchouchi, «Zabana» de Saïd Ould Khélifa, «Benbadis» de Bassil El Khatib, «L'Andalous» de Mohamed Chouikh, «Saint Augustin» de Samir Seïf et «Héliopolis» de Djaâfar Gacem.

Cette manifestation sera aussi une occasion pour les cinéphiles de (re)découvrir des classiques du 7^e art national comme «La Bataille d'Alger» de Gillo Pontecorvo, «Patrouille à l'est» du défunt Amar Laskri, «Hassan Tero» de Mohamed Lakhdar Hamina ainsi que des œuvres récentes comme «La vie d'après» d'Anis Djaâd. Durant la même période, la wilaya de Mostaganem accueillera d'autres manifestations culturelles dans le cadre de l'événement méditerranéen, dont la première édition des Journées des arts de la rue (Art streets), la caravane de wilaya des bibliothèques publiques, le circuit touristique et culturel ainsi que d'autres activités présentées par des établissements relevant du secteur de la Culture et des Arts et des associations locales de la wilaya d'Oran, a-t-on indiqué.

D. R.

Pour accompagner les JM Oran-2022

Un programme culturel varié dans la ville de Sig

La Direction de la culture et des arts de la wilaya de Mascara a élaboré un riche programme culturel pour accompagner les Jeux méditerranéens Oran-2022, dont la ville de Sig accueillera une partie des compétitions, a-t-on appris, samedi, auprès de cette instance.

Ce programme, ciblant les villes de Sig et Mascara, a été lancé hier dans la ville de Sig. Il comprend diverses expositions mettant en valeur le patrimoine

culturel local et les monuments historiques datant de la période de l'Emir Abdelkader ainsi que les arts plastiques et des ouvrages consacrés au combat du fondateur de l'Etat moderne algérien. Des portes ouvertes sur les sites archéologiques que recèle la wilaya sont également prévues.

Le programme, qui s'étalera tout au long des JM Oran-2022, comprend aussi des représentations théâtrales pour adultes et enfants, outre des spectacles

folkloriques, des soirées musicales dans divers genres animées par des groupes culturels et des artistes locaux et d'autres wilayas du pays.

A l'occasion, des films cinématographiques algériens seront projetés, tels que «Mustapha Benboulaïd» d'Ahmed Rachedi, «Parfums d'Algérie» de Rachid Benhadji et «Leïla et les autres» de Sid-Ali Mazif.

Les organisateurs ont, par ailleurs, programmé des conférences et des séminaires intel-

lectuels avec la participation d'universitaires et de spécialistes de la wilaya. Des soirées littéraires et des récitals poétiques sont également prévus, avec la participation de poètes et intellectuels de différentes wilayas.

L'objectif de ce programme est de faire connaître le patrimoine matériel et immatériel dont la wilaya de Mascara regorge, en plus de mettre en relief les créations des artistes de la région, selon la même direction.

M. K.

Journées nationales du théâtre de rue Une belle dynamique culturelle à Oran

La ville d'Oran, qui abrite depuis samedi la 19^e édition des Jeux méditerranéens 2022, vit au rythme des premières journées nationales du théâtre de rue, marquées par des représentations qui ont fait l'événement samedi à la place du 1^{er}-Novembre 1954, en présence d'un public nombreux. Ce dernier a interagi avec les œuvres inspirées du patrimoine populaire d'une façon harmonieuse.

La troupe «El-Halqa» de la ville de Sidi Bel-Abbès a donné un spectacle intitulé «L'ultime halqa», dans lequel sont évoqués les souvenirs du «goual», du «meddah» et du «berrah», qui sillonnaient les marchés populaires et les places publiques, dont «Tahtaha» où ils créaient une atmosphère particulière, devant un public attentif et

curieux de (re)découvrir des contes inspirés du patrimoine populaire.

Ce spectacle, conçu par le dramaturge Abbes Lacarne, a su amener le public à apprécier un cocktail de vieilles chansons folkloriques, dont «ya diwane Sahlina» et un florilège de proverbes, dictons et poèmes des témoins de la poésie populaire algérienne, dont Mostefa Benbrahim et Mohamed Benharrath.

La troupe, composée de treize membres, pour la plupart des comédiens amateurs vêtus de costumes traditionnels et âgés entre 30 et 75 ans, a réussi à présenter un spectacle intéressant en employant quelques instruments de musique bien connus dans le patrimoine musical algérien, tels que «el gheïta», le «tbel»

(tambourin), le «guesba» (flûte), «El guelal» et parfois la guitare.

Cette troupe «El-Halqa», fondée en 2006, a présenté plusieurs spectacles, que ce soit dans la rue ou sur la scène des théâtres régionaux d'Oran, de Constantine et au Théâtre national d'Alger, selon son responsable médias, Redouane Lacarne, qui a confirmé que «la troupe travaille dur pour faire revivre la halqa». Dans un espace du quartier populaire «Derb», au centre-ville d'Oran, le conteur Amine Missoum a donné une représentation théâtrale intitulée «Le lion et le chameau», inspirée du célèbre ouvrage «Kalila wa Dimna» d'Ibn El-Muqaffaa. Celle-ci a reçu un grand feed-back de la part des enfants très enthousiastes et attentifs.

Quant au talentueux ventri-

loque Massi, il a présenté un numéro, dans un café du boulevard de la Soummam, également au centre d'Oran, qui a attiré l'attention des habitués de ce lieu populaire qui ont découvert avec plaisir cet art.

Par ailleurs, dans le cadre de cette manifestation qui se poursuivra jusqu'à demain, trente représentations artistiques ont été programmées au niveau des cafés, parcs et places publiques, animées par une pléiade de gens de théâtre. Des représentations sont prévues au sein du train de voyageurs Oran-Alger et Oran-Sidi Bel-Abbès. Elles seront assurées par le conteur Amine Missoum et Seddik Mahi, selon le directeur du théâtre régional «Abdelkader-Alloula», Mourad Senoussi.

F. H.



Royaume-Uni

Le Gabon et le Togo rejoignent le Commonwealth

■ Le Gabon et le Togo ont rejoint samedi le Commonwealth, devenant ainsi les dernières nations sans liens historiques avec le Royaume-Uni à entrer dans le club anglophone dirigé par la reine Elizabeth II.

Par Mourad M.

Le Commonwealth, qui est composé de 54 pays dont la plupart sont d'anciennes colonies britanniques, a accepté la demande d'adhésion du Togo et du Gabon au dernier jour de son sommet au Rwanda.

«Nous avons admis le Gabon et le Togo comme nouveaux membres, et nous leur souhaitons tous la bienvenue dans la famille du Commonwealth», a déclaré le président rwandais Paul Kagame, lors de la conférence de presse de clôture.

Le Gabon et le Togo, pays francophones d'Afrique de l'Ouest, sont les premiers nouveaux membres à rejoindre le Commonwealth depuis le Rwanda en 2009.

Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a déclaré que l'adhésion au Commonwealth et ses 2,5 milliards de consommateurs

offraient de nouvelles opportunités économiques et éducatives et suscitait un «engouement» pour l'anglais parmi ses compatriotes.

«L'adhésion du Togo est motivée par le désir d'étendre son réseau diplomatique, politique et économique (...) et de se rapprocher du monde anglophone», a-t-il déclaré à l'AFP. Elle permet également à la petite nation en développement de 8,5 millions d'habitants de redéfinir les relations bilatérales avec le Royaume-Uni en dehors de l'UE après le Brexit, a-t-il ajouté.

Les deux pays francophones ont également demandé leur adhésion au Commonwealth ces dernières années pour s'éloigner de la France, ont estimé des analystes.

Pour le politologue togolais Mohamed Madi Djabakate, cette décision sera bien accueillie car l'influence française au Togo est souvent critiquée.

«L'adhésion n'a pas été discu-

tée avec le peuple togolais. C'est une décision unilatérale du gouvernement, qui n'est toutefois pas impopulaire auprès des Togolais qui progressivement voient en la politique étrangère de la France les raisons de la stagnation du pays», estime-t-il.

«Le Togo rejoint le Commonwealth qui, pour beaucoup, est mieux que le partage de la langue et de la culture françaises qui à la fin de la journée ne fait pas la promotion du développement», selon l'analyste.

L'adhésion du Rwanda au Commonwealth est intervenue à un moment de grande tension entre Kigali et Paris. Kigali a noué des liens étroits avec Londres dans les années qui ont suivi son admission, qui se sont notamment illustrés cette année avec la conclusion d'un accord controversé sur les migrants.

De son côté, le président gabonais Ali Bongo a déclaré que son pays écrivait «l'histoire» en rejoignant le Commonwealth.

«Soixante-deux ans après son indépendance, notre pays s'apprête à ouvrir un nouveau chapitre de son histoire», a déclaré M. Bongo dans un communiqué sur Twitter. «De nombreuses opportunités s'offrent à nous sur le plan économique, diplomatique et culturel».

L'admission du Togo et du Gabon au sein du Commonwealth intervient dans un contexte de débats persis-



tants sur sa pertinence et ses objectifs. Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a déclaré que l'intérêt des nouveaux membres prouve que l'organisation se porte bien.

Mais cela pourrait également soulever des questions sur l'engagement du Commonwealth envers la bonne gouvernance et la démocratie, valeurs fondamentales de sa charte.

Le Gabon riche en pétrole, ancienne colonie française sur l'océan Atlantique, est gouverné par la famille Bongo depuis 55 ans.

Ali Bongo a succédé à son père après son décès à la tête du Gabon et a été reconduit au pouvoir en 2016 à la suite d'une élection entachée de violences meurtrières et d'allégations de fraude.

Le Togo, ancienne colonie

allemande puis française, est également sous domination dynastique depuis plus d'un demi-siècle.

Le général Gnassingbe Eyadema a dirigé le pays d'une main de fer de 1967 jusqu'à sa mort en 2005, date à laquelle son fils Faure Gnassingbe a pris le pouvoir. Il a été réélu au cours de scrutins qui ont tous été contestés par l'opposition.

Né de l'Empire britannique, le Commonwealth représente un tiers de l'humanité et s'étend sur des nations d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques.

Le Mozambique, une ancienne colonie portugaise, est devenu le premier membre du Commonwealth sans liens historiques avec le Royaume-Uni lors de son adhésion en 1995.

M. M.



Commentaire

Avance

Par Fouzia Mahmoudi

Jair Bolsonaro, le «Trump brésilien» comme il est surnommé en Occident, pourrait ne pas pouvoir accéder à un deuxième mandat à la tête du Brésil, son adversaire Luiz Inacio Lula da Silva gagnant toujours plus de terrain dans les sondages sur les intentions de vote des électeurs pour la présidentielle d'octobre prochain. Lula, l'ancien président de gauche qui a dirigé le pays de 2003 à 2010, pourrait en effet remporter l'élection dès le premier tour face à l'actuel président de droite, Jair Bolsonaro. D'après l'institut Datafolha, 48 % des Brésiliens voteraient pour l'ex-chef de l'État, contre 27 % pour Bolsonaro. Lula creuse en effet l'écart, avec 21 points d'avance au premier tour sur son adversaire. Un précédent sondage de cet institut de référence, publié il y a quelques semaines, lui donnait 17 points d'avance sur Jair Bolsonaro. Toutefois, les deux enquêtes ne sont pas totalement comparables, la première prévoyant des scénarios avec d'autres candidats, dont certains se sont retirés depuis. Fin avril, un sondage PoderData donnait en revanche Jair Bolsonaro à seulement cinq points (36 %) derrière Lula (41 %). Selon ce récent sondage, l'ancien président issu du parti travailliste brésilien l'emporterait même au premier tour, avec 54 % des voix contre 30 % pour Bolsonaro, si ne sont pris en compte que les votes valides, sans les bulletins blancs ou nuls. En cas de second tour, le leader du Parti des travailleurs, âgé de 76 ans, battrait Jair Bolsonaro, 67 ans, de 25 points (58 % contre 33 %), soit trois points de plus qu'en mars. Ce sondage est le premier réalisé sans les candidatures de l'ex-juge anticorruption Sergio Moro, ancien ministre de la Justice du gouvernement Bolsonaro, et de l'ex-gouverneur de centre droit de Sao Paulo Joao Doria, tenant d'une «troisième voie» et qui se sont retirés de la course. En troisième position arrive le candidat de centre-gauche Ciro Gomes (7 %), la sénatrice Simone Tebet étant créditée de la cinquième place avec 2 % des voix, à égalité avec le centriste André Janones. Ce sondage montre que «l'absence d'amélioration de l'économie peut créer une tendance favorable à Lula», a affirmé Creomar de Souza, un analyste politique brésilien. Par ailleurs, Jair Bolsonaro a plus de difficultés que Lula à parler aux électeurs ne faisant pas partie de ses partisans, selon lui. Il reste, toutefois, encore trois mois à l'actuel président pour tenter de faire remonter sa cote et arracher un second mandat. Lula de son côté a clairement réussi à faire oublier ses nombreux ennuis judiciaires, qui l'ont même mené en prison, et à réapparaître aux yeux des Brésiliens comme la promesse d'un futur plus clément. Après tout, les Brésiliens se souviennent encore des années dorées sous le règne du président de gauche et pourraient espérer qu'avec lui une fois encore à la tête de l'État la prospérité et l'apaisement pourraient se reprendre dans un pays meurtri et en difficulté. F. M.

États-Unis

Manifestations contre la révocation du droit à l'avortement

Des partisans du droit à l'avortement se sont mobilisés samedi aux États-Unis pour une deuxième journée de manifestations contre la décision de la Cour suprême de pulvériser ce que beaucoup pensaient être un acquis.

En révoquant son arrêt emblématique «Roe v. Wade», qui depuis 1973 garantissait le droit des Américaines à avorter, la Haute Cour laisse aux États le choix d'interdire ou non les IVG dans un pays profondément divisé. Des milliers de personnes se sont rassemblées samedi devant la Cour suprême à Washington, entourée de barrières et placée sous protection policière.

«Ce qui s'est passé, c'est indescriptible et dégoûtant», s'est exclamée Mia Stagner, une étudiante en sciences politiques de 19 ans. «Aucune femme ne devrait être forcée de devenir mère».

Autour d'elle, des défenseurs du droit à l'IVG scandaient «séparation de l'Église et de l'État», ou encore «mon corps, mon choix».

Mais si la décision a horrifié les militants progressistes, elle a réjoui ceux qui, notamment au sein de la droite religieuse, luttaient pour son annulation depuis des décennies. Quelques dizaines de personnes anti-avortement étaient aussi venues samedi devant la Cour.

«Je crois au caractère sacré et à la dignité de la vie humaine», a déclaré à l'AFP Savannah Craven, militante anti-avortement de «Live action group». «La vie commence dans l'utérus, la vie commence à la conception».

Plusieurs centaines de défenseurs du droit à l'avortement se sont aussi rassemblés à Los Angeles et des protestations étaient prévues dans d'autres villes, notamment dans les États qui ont profité de l'arrêt de la Cour pour bannir immédiatement les interruptions de grossesse sur leur sol. Alors que les cliniques du Missouri, Dakota du Sud ou de Géorgie fermaient leurs portes les unes après les autres, des États démocrates, comme la Californie ou New York, se sont engagés à

défendre l'accès aux IVG sur leur sol.

Le président Joe Biden a dit samedi, avant de s'envoler pour l'Europe, savoir «à quel point cette décision est douloureuse et dévastatrice pour beaucoup d'Américains».

Vendredi, il avait appelé les Américains à défendre le droit à l'avortement lors des élections de mi-mandat en novembre.

Les défenseurs du droit à l'avortement craignent aussi que la Cour suprême, forte d'une claire majorité conservatrice, ne revienne sur d'autres droits comme le mariage pour tous ou la contraception. «Ils s'en sont pris aux femmes. Ils vont s'en prendre à la communauté LGBT et la contraception», a déclaré à l'AFP Caroline Keller, une manifestante rencontrée devant la Cour suprême.

«Cette perspective nous inquiète et nous allons avoir des situations cauchemardesques», a reconnu la porte-parole de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre, à bord d'Air Force One. «C'est un moment effrayant».



Handball/Turquie-Algérie

Le Sept national pour une victoire d'entrée

L'équipe nationale de handball (messieurs) fera son entrée en lice au tournoi des Jeux méditerranéens JM-2022 d'Oran, aujourd'hui devant la Turquie, à la salle du 24-Février d'Arzew (17h00), à l'occasion de la 1^{re} journée (Gr.B). Quinze mois après la dernière sortie officielle du Sept national, à l'occasion du tournoi qualificatif aux Jeux olympiques JO2020, disputé en mars 2021 à Berlin, l'équipe nationale tentera de réussir son come-back via le tournoi méditerranéen, qui constituera l'ultime étape préparatoire en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 en Egypte (9-19 juillet), qualificative aux Mondiaux 2023.

«Nous jouerons nos chances à fond pour disputer les premiers rôles en visant une place sur le podium, puisque la majorité des nations européennes ont engagé des équipes juniors (U21) renforcées par des joueurs d'expérience», a indiqué le directeur tech-

nique national (DTN) de la Fédération algérienne (FAHB), Ahmed Filali Kord El-Oued, tout en reconnaissant que l'Egypte et la Tunisie «sont les principaux favoris pour succéder à la Croatie», absente de cette édition. Pour ce faire, les coéquipiers de Messaoud Berkous (Istres/ France) devront impérativement réussir leurs débuts dans la compétition, face à une équipe turque dont la meilleure performance aux JM avait été réalisée chez elle à Mersin en 2013, en remportant la médaille de bronze.

Le coach national Rabah Gherbi a fait appel à 21 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger, avec l'objectif de réaliser une bonne performance et permettre au handball algérien de retrouver sa place au niveau régional, après une période de disette. A noter le forfait pour blessure de l'ailier gauche de Limoges Handball (France) Daoud Hichem.

Boxe (tirage au sort)

Les Algériens fixés sur leurs adversaires

Les boxeurs algériens engagés dans le tournoi méditerranéen, prévu du 26 juin au 1^{er} juillet, sont désormais fixés sur leurs adversaires, à l'issue du tirage au sort effectué samedi au Palais des expositions, à Hai M'dina J'dida. Dans la catégorie des 52 kg, Mohamed-Yacine Touareg débutera le tournoi méditerranéen en affrontant le Serbe Ametovic Omer, pour le compte des huitièmes de finale. En cas de victoire, l'Algérien sera opposé en quarts de finale au Tunisien Hajri Mahdi qui est exempté du premier. Il sera suivi par Oussama Mordjane (57 kg) qui sera opposé en 8^{me} de finale à l'Italien Kozaia Francesco, champion d'Europe en 2021. En cas de succès, le boxeur algérien affrontera le Bosniaque Brahimic Alen, pour le compte des quarts de finale. De son côté, Abdelnacer Benlaribi (60 kg) montera sur le ring face au Turc Dogan Hakan, médaillé d'argent aux JM 2018 de Tarragone (Espagne), un duel très attendu pour les amateurs de la boxe, comptant pour les 8^{me} de finale. L'Algérien croisera le fer, en cas de victoire, avec l'Espagnol Quiles Brotons Jose. Yahia Abdelli (63 kg), exempté du premier tour, croisera les gants contre le vainqueur de la confrontation entre le Turc Ozmen Kerem et le Bosniaque Veljovic Luka. Une victoire de l'Algérien lui ouvrira les portes d'une demi-

finale, synonyme de médaille de bronze. Dans la catégorie des 69 kg, Ait-Bekka Jugurtha affrontera en 8^{me} de finale le Croate Jezek Noa, médaillé de bronze aux championnats d'Europe en mars 2022. En quarts de finale, il sera opposé au vainqueur du combat entre le Turc Ekinci Necat et l'Albanais Beqiri Alban.

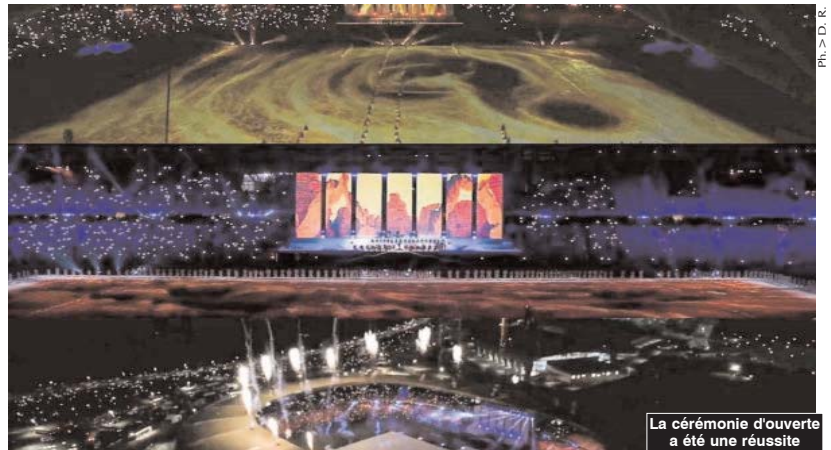
Nemouchi Younes (75 kg) fera, lui aussi, ses débuts en 8^{me} de finale, contre l'Espagnol CuadradoEntrena Miguel. Au prochain tour, il sera opposé au vainqueur du duel opposant le Bosniaque Cvitanovic Leo au Turc Guler Serhat. Le boxeur Mohamed Houmri (81 kg) entrera en lice à partir des quarts de finale face au vainqueur du combat entre le Français Kone Cheikhmar et le Marocain Assaghir Mohamed. Même chose pour Mohand-Said Hamani (91 kg) et Chouaib Bouloudinat (+91 kg) qui feront leur entrée en lice à partir des quarts de finale, en affrontant respectivement le Syrien Ghousson Alaa Eddine et le Turc Ugur Aydemir.

Chez les dames, Khelif Hadjila (60 kg) et Chaib Ichrak (66 kg) ont déjà assuré deux médailles de bronze pour l'Algérie puisqu'elles ont été versées directement en demi-finale. Hadjila affrontera la victorieuse du combat entre l'Egyptienne Hussein Meriem et la Française Zidani Amina.

Une cérémonie haute en couleur Après la fête, place à la compétition



■ La cérémonie d'ouverture des Jeux méditerranéens a tenu toutes ses promesses samedi soir, montrant à la face du monde que l'Algérie, autant que les autres pays, était capable d'organiser ce genre de compétition internationale.



La cérémonie d'ouverture a été une réussite

Par Mahfoud M.

Dans un stade flambant neuf et baptisé au nom d'une star oranaise du football, à savoir le «kaiser africain» Miloud Hadeffi, et en présence de personnalités, dont le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'émir du Qatar Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, invité d'honneur de cette édition, et le ministre des Sports égyptien, la fête a été totale. Une cérémonie bien menée par les organisateurs qui n'ont négligé aucun détail, présentant les facettes de l'histoire algérienne et celle de la ville antique d'El Bahja, ainsi que les personnalités qui l'ont faite.

La cérémonie d'ouverture était tout simplement une œuvre artistique complète avec tous les éléments expressifs aussi bien sur le plan du scénario, de la chorégraphie, de la mise en scène et de la scénographie que le recours à des techniques de pointe. La musique a été exécutée par un orchestre symphonique composé d'une centaine de musiciens. Des mouvements artistiques d'ensemble ont été exécutés sur une superficie de 9 000 mètres carrés et 500 drones ont été utilisés à cette fin, en plus d'un spectacle son et lumière et des jeux pyrotechniques. La présentation artistique de la cérémonie d'ouverture a compris vingt tableaux avec la participation de 800 per-

sonnes, dont des artistes, des danseurs, des techniciens de l'image et de l'éclairage. Le scénario a mis en exergue les multiples facettes de la culture algérienne en général, celle de la région Ouest et de la ville d'Oran en particulier, l'impact de la culture algérienne dans le bassin méditerranéen ainsi que la contribution des personnalités algériennes à la civilisation humaine au niveau du bassin méditerranéen. Et comme le veut la tradition des JM, la délégation de la Grèce a été la première à pénétrer sur la piste du stade, vu que c'est le berceau des civilisations et des Jeux olympiques, suivie par l'entrée des délégations d'Albanie, d'Andorre, d'Espagne et l'Italie, la plus grande délégation participant au rendez-vous d'Oran avec 371 athlètes. Sous les applaudissements et les chants du public présent dans les tribunes, les délégations participantes ont continué de fouler la piste d'athlétisme du stade, les unes après les autres, avant que les athlètes tunisiens ne fassent leur entrée, en tant que première délégation d'un pays arabe à entrer sur le terrain. Les hôtes d'Oran n'ont pas hésité à scander le nom de l'Algérie, à souhaiter «Bonjour l'Algérie», saluer la foule et faire des signes de fraternité vers les caméras de télévision qui retransmettaient en direct l'évènement.

«Une cérémonie d'ouverture spectaculaire»

Le Comité international des jeux méditerranéens (CIJM) n'a pas tari d'éloges sur la cérémonie d'ouverture de la 19^e édition des JM, samedi soir, au nouveau stade olympique «Miloud-Hadeffi» d'Oran, la qualifiant de «spectaculaire». «Une cérémonie d'ouverture spectaculaire au stade olympique d'Oran a donné le signal pour la 19^e édition des Jeux méditerranéens», a écrit le CIJM sur sa page officielle Facebook. Pour sa part, le président de cette instance, l'Italien Davide Tizzano, en poste depuis octobre dernier après avoir succédé à l'Algérien Amar Addadi, a, dans son allocution lors de la cérémonie d'ouverture, tenu à mettre en relief les efforts déployés par l'Algérie pour réussir une organisation de premier ordre de l'évènement qui regroupe 26 pays des deux rives de la méditerranée. «Nous sommes reconnaissants de l'accueil réservé par le peuple algérien et de son attachement aux Jeux méditerranéens. Le peuple méditerranéen est heureux de revivre la joie des joutes après la période de pandémie qui a frappé le monde dans une ambiance festive de paix et de fraternité», a-t-il dit. Et d'ajouter : «Je remercie personnellement le président de la République algérienne pour les efforts consentis à la réussite de cet évènement en présence de 26 pays. Je remercie également le gouvernement algérien, le wali d'Oran, le Comité d'organisation local et le Comité olympique international d'avoir contribué à l'aboutissement de cette édition des JM». La 19^e édition des JM à Oran réunit 3 390 athlètes de 26 pays, dont 18 européens, 5 africains et 3 asiatiques, rappelle-t-on. M. M.

Trois médailles déjà pour l'Algérie

Salmi, Aouiken et Abouriche assurent l'argent

L'Algérie a déjà assuré trois médailles lors de cette première journée des Jeux méditerranéens qui ont débuté hier et qui s'achèveront le 6 juillet prochain. En effet, les épreuves du karaté-do ont permis aux Algériens de s'illustrer de fort belle manière en assurant déjà trois médailles

d'argent, après la qualification en finales de Ala Selmi en -60 kg, Cilia Aouiken en -50 kg et Louisa Abouriche -55kg. Les karatékas algériens pourraient même améliorer leur performance et décrocher l'or s'ils l'emportent en finale, même si cela reste quelque peu difficile. L'essentiel est que l'Algérie a

bien entamé le tournoi et cela est de bon augure pour la suite de la compétition, en attendant de décrocher d'autres médailles dans les autres disciplines, surtout dans celles qu'on estime porteuses à l'exemple du judo, de l'athlétisme et sans doute la lutte. M. M.

Ahmed Zefzafi alerte sur la dégradation de l'état de santé de son fils

Le père du leader du Hirak du Rif, Nasser Zefzafi, en prison depuis six ans, a alerté sur la dégradation de l'état de santé de son fils en raison des conditions inhumaines de sa détention, appelant les autorités marocaines à le libérer en urgence.

«L'état de santé de mon fils s'est gravement détérioré. Il souffre de trois maladies chroniques dont l'asthme et l'allergie. Il ne doit sa survie désormais qu'aux médicaments qu'il prend», a déclaré Ahmed Zefzafi dans un vidéo. «Mon fils ne souffrait avant son arrestation à la suite des évènements du Rif d'aucune maladie. Les maladies dont il souffre, il les a attrapées en raison des conditions inhumaines de sa détention à la prison de Casablanca depuis 15 mois maintenant», a fait remarquer Zefzafi père, appelant les autorités marocaines à libérer son fils et tous les détenus d'opinion. «J'appelle les autorités marocaines à mettre fin à la souffrance de nos enfants et la nôtre aussi. Cela fait six ans que nos enfants souffrent et nous aussi», a-t-il indiqué. Il est à rappeler

que ce n'est pas la première fois qu'Ahmed Zefzafi dénonce la condamnation et les conditions inhumaines de détention de son fils et celles des autres détenus du Hirak du Rif. Dans une précédente déclaration au journal espagnol «El País», Ahmed Zefzafi a sévèrement dénoncé les peines prononcées par la justice marocaine à l'encontre des leaders du Hirak du Rif, dont son fils qui a été condamné à 20 ans de prison ferme, soulignant qu'elles étaient «les pires que le monde ait jamais connues, y compris à l'époque du dictateur espagnol Franco». Pour rappel, la justice marocaine a, après huit mois de jugement de Nasser Zefzafi et 52 de ses compatriotes, prononcé des peines allant de 1 à 20 ans de prison ferme à leur encontre. Nasser Zefzafi et l'autre leader, Nabil Amhajik, ont chacun écopé de 20 ans de prison ferme.

Le Hirak du Rif a éclaté après la mort, en 2016, du poissonnier Mohsen Fikri, broyé dans une benne à ordures en tentant de s'opposer à la saisie de sa marchandise. S. O.

Aid Al Adha: Trop cher le mouton



Loumis

Djalou@hotmail.com

Elections de la FAF

Zefzaf et Serrar, seuls candidats

Par Racim S.

Deux personnalités du football national ont officiellement présenté leurs candidatures au poste de président de la Fédération algérienne de football, à savoir l'ancien membre du bureau fédéral, Djahid Zefzaf, et le président de l'Entente de Sétif, Abdelhakim Serrar. L'on sait que

l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua, s'est retiré à la dernière minute. Alors que Zefzaf est présenté comme le candidat des cercles décisionnels, Serrar, lui, a le soutien de certaines personnalités influentes, dont Raouraoua qui bizarrement ne soutient pas Zefzaf même s'il a été dans son bureau quand il était président de

la FAF. Il serait hasardeux de donner un quelconque pronostic pour la victoire finale, tant les deux personnalités ont un profil qui se rapproche, même si certains estiment que Zefzaf est mieux placé surtout qu'il a travaillé avec les trois derniers patrons du palais de Dely Brahim, à savoir Raouraoua, Zetchi et Amara. R. S.

PUBLICITE

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون

تحت إشراف وزارة الاتصال والثقافة والفنون
المؤسسة الوطنية للتصميم والنشر والإنتاج والتوزيع

anep

الجائزة الكبرى

أسبا جبار للرواية

الطبعة 6

GRAND PRIX ASSIA DJEBAR DU ROMAN

30 جوان 2022

المركز الدولي للمؤتمرات الجزائر
عبد اللطيف رحال CIC

Sponsors Silver: venus, COEA

Sponsors Gold: saa, موبيليس

ANEP GRATUIT 0091 — Le Jour d'Algérie - N° 5673 - Lundi 27 juin 2022

Nouveau bilan à Melilla

23 migrants meurent après l'usage de la force par la police marocaine

Vingt-trois migrants d'origine africaine sont morts vendredi après l'usage disproportionné de la force par la police marocaine qui tentait d'empêcher près de 2 000 d'entre eux d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla, selon un nouveau bilan officiel donné samedi soir. «Cinq migrants sont décédés, ce qui porte le bilan à 23 morts», a indiqué une source des autorités de la province de Nador (ville marocaine la plus proche de Melilla). Le précédent bilan officiel faisait état de 18 morts. D'après Omar Naji, de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), section Nador, des «affrontements» avaient eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi entre migrants et agents marocains, lorsque quelque 2 000 migrants subsahariens ont tenté de passer à Melilla. Des images diffusées notamment par l'AMDH montrent une réaction disproportionnée de la police marocaine. Les migrants arrêtés par cette dernière ont été entassés par terre les uns sur les autres. Les images choquantes, ainsi que le nombre élevé de victimes ont suscité un tollé sur les réseaux sociaux.

Plusieurs appels ont été lancés samedi

pour réclamer une enquête indépendante sur les circonstances de ce drame.

«Nous appelons à l'ouverture d'une enquête rapide et transparente», a déclaré aux médias Mohamed Amine Abidar, président de la section de l'AMDH à Nador, dans le nord du Maroc.

Pour sa part, l'ONG espagnole Caminando Fronteras, spécialiste des migrations entre l'Afrique et l'Espagne, a exigé dans un communiqué «l'ouverture immédiate d'une enquête judiciaire indépendante du côté marocain comme espagnol, ainsi qu'au niveau international pour faire toute la lumière sur ce drame humain». De son côté, Eduardo de Castro, le président (maire) de Melilla et plus haute autorité politique de cette ville autonome, a dénoncé une «réponse disproportionnée» du Maroc à la tentative de passage des migrants. Situées sur la côte nord du Maroc, Melilla et l'autre enclave espagnole de Ceuta sont les seules frontières terrestres de l'Union européenne (UE) sur le continent africain et font régulièrement l'objet de tentatives d'entrée de la part de migrants cherchant à rejoindre l'Europe. Slim O.

Contrebande

73 groupes électrogènes et deux marteaux-piqueurs saisis à In Guezzam

Les services opérationnels de la Direction générale des Douanes (DGD) ont saisi, à la wilaya d'In Guezzam, 73 groupes électrogènes et deux marteaux-piqueurs destinés à la contrebande, a indiqué, hier, un communiqué de la DGD. «Dans le cadre des efforts soutenus fournis par les services opérationnels des brigades douanières, en coordination avec les corps de sécurité pour protéger l'économie nationale et lutter contre la contrebande sous toutes

ses formes, les agents de la brigade mobile des douanes relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes à In Guezzam, en coordination avec les éléments de l'ANP, ont saisi 73 groupes électrogènes et deux marteaux-piqueurs», a précisé le communiqué. Cette opération s'est soldée par l'arrestation de trois individus de nationalité algérienne et 58 ressortissants étrangers de différentes nationalités, selon la même source.

Hamid H.